

Pot-pourri sur l'immigration : double richesse pour la France et Mayotte ?

écrit par Jacques Martinez | 12 février 2024





Ah, les « richesses » de la France apportées par l'immigration ! Situation catastrophique à cause d'immigrés à Mayotte, département français ! Enfants français « bousillés » moralement par des parents issus d'une culture islamiste ! Les Français de Mayotte seraient-ils racistes, qu'ils veulent rejeter des Comoriens nés pourtant dans le même archipel qu'eux ?

Et Darmanin leur offre ce qu'il veut refuser à tous les autres départements français de l'hexagone et outre-mer. Pourquoi ce refus d'extension du droit du sol à tout le sol de la France ? Parce que la droite considère cet « avantage » comme une incitation à l'immigration et que la gauche entend le conserver parce que, précisément, ce serait un frein à l'immigration !

□ *L'Indépendant* explique que, selon M. Darmanin, « La mesure

a pour but de "couper l'attractivité" de ce département français en proie à une crise migratoire forte. Les termes sont forts et lourds de sens. »

□Et ce journal de faire remarquer :

□« *Le ministre de l'Intérieur a annoncé ce dimanche la fin du droit du sol à Mayotte, alors que la France prépare une opération "Wuambushu 2" contre l'immigration illégale. L'île de l'Océan indien est confrontée à une forte crise migratoire qui crée de nombreuses tensions sur ce département français de 374 km². »*

Il rapporte les termes de la déclaration surprise du ministre de l'Intérieur :

« *Le président de la République m'a chargé de dire aux Mahorais que nous allons prendre une décision radicale qui est l'inscription de la fin du droit du sol à Mayotte dans une révision constitutionnelle. »* Concrètement cela signifie « *qu'il ne sera plus possible de devenir Français si on n'est pas soi-même enfant de parents français* ». Le but étant de "couper l'attractivité" pour l'archipel mahorais et ce droit français.»

« *L'opération "Wuambushu 2" va consister en "plus de moyens de forces de l'ordre et de justice pour pouvoir lutter contre cette délinquance étrangère qui pourrait la vie de nos concitoyens", a-t-il déclaré dans une vidéo à l'attention de la population mahoraise. Parmi les moyens également mis en place pour lutter contre l'immigration clandestine, le Ministre souhaite également créer un "rideau de fer dans l'eau".»*

Si je comprends bien ce que rapportent Les Echos concernant les paroles de Darmanin, voilà que nous allons mettre en place des mesures remontant à une époque où elles faisaient fureur, à savoir durant presque tout le XXe siècle ! À la « belle époque communiste »! La France de Macron va rétablir un « rideau de fer » qui bousilla la vie de millions d'Européens. Je parle bien entendu des malheureux Européens

comme nous qui ne pouvions -comme nombre d'artistes et d'intellectuels- aller en URSS alors qualifiée de « Paradis » par toute la gauche française, de l'extrême au centristes de gauche, bébés écolos compris !



Les Echos titrent, eux, sur...« Nicolas Dupont-Aignan réclame la fin du droit du sol »

□ Et en sous-titre :

□ « Invité du Grand Rendez-Vous Europe 1-Cnews-Les Echos, le président de Debout la France

et député de l'Essonne a estimé que la situation à Mayotte reflétait « la démission de l'Etat à nos frontières ». Partisan d'une Europe des nations libres, il souhaite la suppression de l'espace Schengen. »

« L'annonce ce dimanche de la fin du droit du sol à Mayotte par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin est applaudie par Nicolas Dupont-Aignan : « Je la réclame depuis des années », a lancé le président de Debout la France invité du Grand Rendez-Vous Europe 1- Cnews-« Les Echos ». **Mais pour le député de l'Essonne, qui siège parmi les non-inscrits, il faut aller plus loin et étendre cette fin du droit du sol à toute la France.** Partisan d'une solution « simple », le référendum, il estime que c'est aux Français d'« arbitrer ». □ « Il ne s'est pas privé de critiquer la politique gouvernementale sur ce dossier. Il juge que le rétablissement de l'ordre à Mayotte « n'est pas possible » et que la situation dans le département français « n'est pas seulement liée au droit du sol », mais également « à la démission de l'Etat à nos frontières, à la présence d'associations pro-migrants financées par l'Etat ».

Un point l'inquiète particulièrement : le fait que les demandeurs d'asile venant d'Afrique et qui arrivent à Mayotte se rendent en métropole. Il réaffirme son souhait de

supprimer l'espace Schengen de libre circulation dans l'UE, responsable « d'une bonne partie de nos problèmes » selon lui. Il faut « remettre une porte à l'appartement, une clôture à la maison », a-t-il fait valoir. »

□□ **Pour l'Humanité, la réaction est diamétralement opposée puisque ce journal estime que cette mesure annoncée par Darmanin, c'est « une division pure et simple du territoire de la République. »** Permettez-moi, rappel tout personnel, de me souvenir que ce même journal n'a, à l'époque, jamais considéré la perte de l'Algérie comme une « division du territoire de la République » puisque ses lecteurs du PCF étaient les porteurs de valises des terroristes du FLN, terroristes français eux-mêmes qui assassinaient d'autres Français dont de nombreux musulmans avec donc l'aide d'admirateurs de l'URSS...

Revenons à l'Huma époque 2024 : après la déclaration de Gérald Darmanin sur Mayotte, cet organe du PCF estime que « *cette déclaration va beaucoup plus loin que la précédente, qui visait à étendre la période de résidence régulière des parents au moment de la naissance de l'enfant. Nous sommes passés d'un changement de modalités à une suppression pure et simple du droit du sol. C'est complètement différent en termes de politique.* »

□ Et l'Humanité se plaint -ce qui n'est pas notre cas- qu'« il fallait un séjour régulier d'un parent au moment de la naissance pour que la nationalité puisse être acquise, plus tard, par l'enfant. Le Conseil constitutionnel n'avait rien vu alors de contraire à la Constitution. Là, nous quittons la dérogation. Nous sommes dans une division pure et simple du territoire de la République. »

□ **Cette fois, nous sommes d'accord mais avec cette nuance : pour l'Humanité, cette « division du territoire » serait une aberrante « exception »** parce que ne concernant qu'un seul département, celui de Mayotte, alors que, nous, nous voudrions L'ACCORDER et donc L'ÉTENDRE à TOUT LE TERRITOIRE FRANÇAIS Y COMPRIS EN OUTRE-MER : donc dans les anciens DOM-

TOM (Départements d'Outre-Mer et Territoires d'Outre-Mer) dénommés depuis deux décennies DROM-COM (Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer).

□ Je crains que Macron et Darmanin ne se contentent du seul département de Mayotte. Mais ce cas démontre que l'immigration pose de graves problèmes jusqu'à l'existence même de notre République !

N'est-ce pas l'immigration qui a permis l'entrée dans le terrorisme de Français mais aussi et surtout de « Français »...

Oui, avec mes « », je fais une différence entre les Français qui ont la France au coeur, aux tripes, d'où qu'ils viennent, quelle que soit la culture dont ils se sentent proches ! Donc OUI, les Français et les autres... « » !

D'autant qu'il est un évidence : ceux qui n'aiment pas la France sont une bonne partie □ des « Français » d'une autre culture. Ils ont choisi d'être les ennemis de la France -et donc NOS ennemis- avec le soutien parfois direct de certains Français souvent de gauche qu'ils soient élus à la recherche d'électeurs ou versant nos impôts au travers d'aides financières à des associations dites « caritatives » oeuvrant contre les Français en facilitant voire en encourageant l'immigration de personnes d'une culture pouvant développer chez nous des actes et des mouvements contre les intérêts de la France.

Cela a-t-il été une « richesse » pour la France que des « Français » aient pris les armes contre notre civilisation et que, maintenant, la France se retrouve contrainte d'accepter de « rééduquer » des enfants parce qu'ils sont Français puisque nés de parents, eux, « Français » ? □ Un travail énorme qui va demander du temps, donc des moyens colossaux : ces parents « Français » font-ils partie de ces

« richesses pour la France » que ne cessent nous vanter les « bien pensants » de gauche !

Et, à cause de « Français » ou d'étrangers, qualifiés de « richesses pour la France » par certains...

□-de qui se moquent-ils, ces donneurs de leçons qui favorisent leur entrée en France ! Ils devraient être poursuivis pour « haute trahison » et « collaboration avec une association terroriste » pour avoir facilité leur entrée sur le territoire !-

□...à cause de cette immigration (que la France commence à vouloir réguler à Mayotte !) des enfants voient leur existence menacée parce qu'ils sont nés de parents « Français » indignes de petits Français : ils ont subi l'une des plus dangereuses éducations du Monde ! Éducation qu'ils n'ont pas choisie, une éducation donnée par leurs parents, terroristes djihadistes, terroristes pour la plupart issus d'une culture majoritaire dans l'immigration !

□Ces enfants doivent maintenant être « refrancisés » culturellement parlant. La France de Macron saura-t-elle et pourra-t-elle nous éviter que ceux-ci restent dans les idées criminelles de leurs parents... Mission quasi impossible ! Pourvu que ce ne soit pas carrément... mission impossible !!!

Jacques MARTINEZ, journaliste, ancien chef d'infos de RTL (1967-2001), l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...